

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 146 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2869 - Prix : 1€

Éditorial

Le capitalisme conduit à la guerre, il faut le renverser !

Cent jours :
et combien de mensonges ?

Page 3

CIOM : de nouvelles annonces pour les patrons

Page 6

Bombes à sous-munitions : une horreur, sans discussion

Page 8

Retard de démarrage de la campagne sucrière : les droits des saisonniers doivent être maintenus !

Page 9

Indopacifique

L'impérialisme français manœuvre

Page 11



Le capitalisme conduit à la guerre, il faut le renverser !

Même le plus naïf des travailleurs n'attendait rien du remaniement du gouvernement ni de la prise de parole de Macron, en direct de Nouvelle-Calédonie. Il sait brasser du vent, mais il n'est qu'un pantin au service des plus puissants.

Ces puissants, chefs d'État et chefs militaires des grandes puissances impérialistes, se sont réunis ce mois-ci lors d'un sommet de l'Otan. Et cela pèsera bien plus sur l'avenir que les vaines gesticulations d'un Macron.

En confirmant le réarmement à grande échelle, c'est la généralisation de la guerre qu'ils préparent. C'est un futur de mort et de destructions pour tous les exploités, ce que les hauts gradés appellent « la guerre de haute intensité ».

Et tout près de nous, c'est déjà le quotidien des populations ukrainienne et russe. Au bout de seize mois, au moins 300 000 soldats ukrainiens et russes sont morts. Les images de cette guerre de tranchées rappellent les horreurs de la Première Guerre mondiale. Les armes sont plus sophistiquées et meurtrières, mais il s'agit toujours d'envoyer des soldats mourir pour regagner quelques centaines de mètres de terre calcinée.

Poutine y mène une sale guerre fratricide. Mais le camp impérialiste, qui l'affronte par procuration, avec la peau des Ukrainiens, montre qu'il n'est pas en reste.

La dernière décision en date des États-Unis, le pays maître du jeu impérialiste, est une étape de plus dans l'horreur, avec la livraison à l'armée ukrainienne d'armes à sous-munitions. Elles sont particulièrement meurtrières pour les populations civiles, avec des centaines de petites charges qui peuvent exploser avant, pendant ou après le largage. Biden ose prétendre que cela a été une « décision très difficile à prendre ». Ces larmes de crocodile ne peuvent masquer que l'impérialisme américain est un expert en armes de destruction massive contre les populations.

Sans parler des deux bombes atomiques qui tuèrent plus de 100 000 civils japonais en 1945, l'aviation américaine a déversé jusqu'à 260 millions de sous-munitions pendant la guerre du Vietnam, entre 1964 et 1973 ! Le Laos reste à ce jour l'endroit le plus infesté de sous-munitions de la planète, et ce n'est pas faute, pour les occidentaux ou leurs alliés régionaux, d'en avoir larguées ailleurs, de l'Irak à l'Afghanistan en passant par le Liban.

Les protestations de ces grandes nations « démocratiques » contre la « guerre sale » menée par Poutine sont vraiment du cynisme ! Les puissances impérialistes prétendent venir en aide à un petit pays injustement attaqué par le bourreau Poutine. Mais elles ne cherchent qu'à asseoir leur domination et à agrandir leur sphère d'influence, pour mieux servir les intérêts de leurs classes dominantes respectives. Et la crise transformera tôt ou tard la guerre commerciale qu'elles livrent en guerre tout court. Alors, elles s'y préparent, comme le montre l'augmentation des budgets militaires partout dans le monde – 413 milliards d'euros rien qu'en France !

Les travailleurs ont tout intérêt à se préparer eux aussi. Ils ont intérêt à s'armer de la conscience qu'il faut s'opposer à la guerre dans laquelle nos capitalistes voudront nous enrôler. Tout comme la bourgeoisie ne peut obtenir ses profits sans travailleurs à exploiter, elle ne peut faire la guerre sans les convaincre de se laisser transformer en chair à canon.

Pour les travailleurs, la seule certitude est que ceux qui, demain, les enverront « mourir pour la patrie » sont ceux qui font la guerre à leurs conditions d'existence aujourd'hui. Les politiciens au service du grand patronat, qui nous imposent de trimer deux ans de plus en osant prétendre que c'est pour sauver les retraites, expliqueront alors qu'il n'y a pas d'autre choix que la guerre pour sauver nos familles.

Ils prétendront défendre la patrie ? Mais, derrière ce mot, les capitalistes et leurs représentants politiques ne mettent pas la préservation des écoles, des hôpitaux ou de l'usine et du bureau où nous travaillons. Ce sont eux, par leur politique au service du profit, qui les détruisent ! Les mêmes menteurs débiteront les mêmes mensonges sur l'intérêt du pays. Mais ce sera un poison plus violent. Ce sera une question de vie ou de mort.

La guerre qui se prépare ne sera jamais notre guerre, mais celle des capitalistes pour leurs profits. Notre intérêt de travailleurs est de ne pas nous laisser entraîner dans l'union sacrée derrière le grand patronat et ses représentants.

Il est d'affirmer, au contraire, que la seule guerre qui vaille, pour nous travailleurs, est celle pour le renversement de nos exploités, à commencer par ceux de notre propre pays.

Cent jours : et combien de mensonges ?

Lundi 24 juillet, depuis la Nouvelle-Calédonie, Macron a expliqué à la télévision que tout allait bien dans le pays, que la politique de son gouvernement était couronnée de succès et qu'on allait donc continuer avec la même Première ministre, vers d'autres cimes radieuses.

En cent jours, selon le président, le chômage a reculé, les prix ont été contenus, la transition énergétique est désormais entamée, les usines vertes ouvrent à chaque coin de rue, les services publics fonctionnent de mieux en mieux. Il reste certes quelques difficultés à l'Éducation nationale mais,

ajoute Macron, le nouveau ministre va triompher de cet « immense chantier » dès la prochaine rentrée scolaire. Personne ne peut croire à ses mensonges, ni lui, ni les journalistes chargés de l'interroger ou de commenter ses propos, ni surtout les travailleurs, qui sont aux premières loges pour constater la dégradation des conditions de vie dans les quartiers populaires.

À ce propos, Macron, sans un mot évidemment pour le jeune Nahel de Nanterre ni pour les autres victimes de la police, a promis « *l'ordre, l'ordre, l'ordre* », à coups de ma-

traque, probablement. Il a accusé une fois de plus les familles populaires de n'avoir pas d'autorité sur leurs enfants et évoqué, à demi-mot, des mesures de rétorsion à leur rencontre.

En résumé, le président a bien agi et tout le mal viendrait de ces mères célibataires qui prennent le premier bus pour aller faire des ménages, au lieu de tenir leurs gosses. La prudence commandait en effet d'aller faire un tel discours à l'autre bout du monde, plutôt que seul au milieu d'une cité, à Nanterre ou ailleurs.

Budget : au bonheur des marchands d'armes et des banquiers

Le gouvernement prépare les esprits à un budget qui, à l'automne prochain, fera la part belle aux dépenses d'armement, à la finance et aux cadeaux fiscaux au patronat. L'addition sera payée par les classes populaires.

Pour les marchands de canons, les commandes d'État sont planifiées par une loi de programmation militaire qui vient d'être votée par le Parlement. Le budget militaire passera, hors soutien militaire à l'Ukraine, à 43,9 milliards d'euros en 2023 et atteindra 68 milliards en 2030.

Mais ce budget baptisé « d'économie de guerre » sera lui-même dépassé par les intérêts de la dette publique. Avec 71,2 milliards d'euros, la charge de la dette deviendra en 2027 le premier poste de dépense de l'État selon Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et chargé d'organiser ce transfert des caisses publiques vers les coffres des financiers et des fabricants d'armes.

Cerise sur le gâteau, le budget prévoit de multiples cadeaux et subventions au patronat, comme la baisse de deux milliards des impôts

de production et les subventions massives aux industries polluantes, pour les inciter à décarboner sans avoir à piocher dans leurs bénéfices.

Côté recettes, la victime est déjà désignée : le monde du travail. Les classes populaires payent déjà au prix fort la hausse de TVA consécutive à celle des prix, alors que cet impôt constitue de très loin la première recette de l'État. Le gouvernement veut y ajouter la suppression du taux intermédiaire de TVA à 10 % sur les travaux d'amélioration du logement,

hors rénovation énergétique. Alors que le nombre de logements sociaux est dérisoire face aux besoins, une proposition de loi préconise d'abaisser de 20 % le seuil de revenus justifiant le paiement d'un surloyer, voire même d'obliger les locataires gagnant plus que le plafond de ressources, soit 2 370 euros par mois en province pour une personne seule, à quitter leur HLM.

Il s'agit bien de préparer un budget de guerre... avant tout contre les travailleurs.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 4 AOÛT de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 5 AOÛT de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 6 AOÛT de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 19 AOÛT de 8H30 à 10H00

« Baisse du chômage à La Réunion » : le gouverne... ment !

Malgré les déclarations gouvernementales annonçant la baisse du chômage dans l'île, celui-ci affecte toujours le même nombre de travailleurs.

Au deuxième trimestre 2022, selon les chiffres communiqués par Pôle Emploi, toutes catégories confondues (A, B, C et D), il atteignait en tout le chiffre de 163 380. Un an plus tard, il s'établissait à 161 340.

Le gouvernement a beau tout faire (radiations, formations professionnelles, emplois aidés) pour camoufler l'ampleur du désastre social que constitue le chômage de masse à La Réunion, il se heurte au refus des patrons d'embaucher, en tout cas de façon pérenne.

À cela s'ajoutent les conditions imposées aux travailleurs en matière de salaires, toujours au plus bas niveau possible, et les conditions de travail souvent détestables que les travailleurs doivent supporter dans



les entreprises.

Non, pour parvenir au plein emploi, comme pour obtenir des salaires décents, il n'y a rien à attendre des patrons, pas plus que de ce gouvernement à plat ventre devant leurs exigences. Pour atteindre ces objectifs, nous ne ferons pas l'économie de la

lutte déterminée pour imposer au patronat la répartition du travail entre tous les bras disponibles et la réquisition des profits patronaux pour augmenter les salaires. Hors de ce combat, pas de salut !

Augmentations des prix alimentaires, de l'électricité : nos salaires sont sous tension, réagissons !

La direction d'EDF vient d'annoncer une nouvelle augmentation de ses tarifs pour les petits consommateurs (de 3 à 36 Kva) de 10 % au 1er août. Elle fait suite à celles de février dernier de 15 % et de 2022 de 4 %. Elle nous fait bien comprendre que ce n'est pas fini et que cela ira d'ailleurs de pire en pire, car il va falloir investir dans le nucléaire, dans de nouvelles centrales hydroélectriques, dans les énergies renouvelables et que tout cela a un coût !

Le gouvernement a annoncé de son côté qu'il mettra fin en 2024 à sa politique de « bouclier énergétique » pour cause d'endettement massif du pays suite aux aides accordées au patronat qui se chiffrent par centaines de milliards et qu'il va falloir rembourser. Aussi faut-il s'attendre, dès 2025, à des augmentations encore plus conséquentes des tarifs

électriques.

Pas question pour lui de prendre sur les sur-profits des groupes capitalistes qui ont, eux aussi, fait flamber les prix comme jamais sous divers prétextes (crise sanitaire du Covid, guerre en Ukraine).

Alors c'est aux travailleurs, aux chômeurs et aux retraités que Macron et les patrons présentent la note à payer pour que, crise ou pas, les profits continuent à être encaissés par la grande bourgeoisie.

À cette offensive des capitalistes et de leur gouvernement doit répondre un plan de lutte des travailleurs basé sur des objectifs précis (augmentation générale des salaires – échelle mobile des salaires) et la mise en œuvre d'actions pour y parvenir (campagne de mobilisation dans les entreprises – grèves visant à leur généralisation).

C'est de cela que les travailleurs doivent discuter dans la période qui vient.

Il n'y a aucune fatalité à ce que la situation économique de la classe ouvrière se dégrade encore plus. Il ne tient qu'aux travailleurs de réagir et de se défendre avec les armes dont ils disposent !



Santé : nouveau ministre, même politique

Le remaniement ministériel a amené le changement du ministre en charge de la Santé. François Braun, qui avait été nommé il y a juste un an, a été remplacé par Aurélien Rousseau.

Cet habitué des allées du pouvoir est entré en politique, au début des années 2000, en commençant par le PCF. Devenu énarque en 2009, il a intégré le Conseil d'État puis les cabinets ministériels passant du PS sous Hollande à Macron. Nommé à la tête de l'agence régionale de santé d'Île-de-France (ARS) en 2018, il l'a quittée en 2021, avant d'entrer au cabinet d'Élisabeth Borne, devenue Première ministre.

Le nouveau ministre de la Santé est présenté comme un homme compétent, notamment du fait de son passage à l'ARS. François Braun, qu'il remplace, était aussi censé

l'être, car connaissant les problèmes en tant qu'urgentiste de formation.

En fait, la transparence est totale sur la politique que mènera Rousseau. Quelle que soit sa compétence, elle ne permettra aucune amélioration de la situation dramatique des hôpitaux, encore plus grave cet été, période où plus de lits sont fermés faute de personnel. L'expérience du passage de Rousseau à l'ARS fait dire à Christian Prud'homme, porte-parole des urgentistes de France : « *L'on risque d'avoir une accélération de la politique de destruction de l'hôpital public* » car « *lors de son passage à l'ARS il a largement favorisé la fermeture de lits, les restructurations et le développement du secteur privé.* » Sans que ces dates recourent exactement les années de Rousseau à l'ARS (2018-2021), le nombre de lits

disponibles en Île-de-France est passé, entre 2019 et 2022, de près de 35 000 à 31 000.

Braun ou Rousseau, homme de terrain ou homme du sérail, le profil du ministre ne compte guère. Quel qu'il soit, le système de santé est géré avec comme seul but la rentabilité maximale, quelles qu'en soient les conséquences.



Menaces sur les arrêts maladie

L'Assurance maladie a envoyé à un millier de médecins généralistes un courrier d'avertissement leur enjoignant de prescrire moins d'arrêts.

Ces médecins sont au-dessus de la moyenne nationale, soupçonnés de signer des arrêts de complaisance, et donc de creuser les déficits. Le gouvernement veut à la fois réduire la dette de l'État et poursuivre ses cadeaux à la bourgeoisie : il s'agit de faire des économies sur le dos de la population.

En 2022, les salariés en arrêt ont perçu 14 milliards d'indemnités. Il y a eu 8,8 millions d'arrêts maladie,

30 % de plus qu'il y a dix ans. Il n'en faut pas plus à Le Maire pour parler de dérive inadmissible, d'un absentéisme pour maladie qu'il faudrait combattre.

Les syndicats médicaux protestent contre ces accusations. Ils font valoir qu'il y a aujourd'hui davantage de salariés, et qu'ils sont plus âgés, du fait du recul de l'âge de la retraite. Il est certain qu'on a plus de chances d'être malade à 62 ans qu'à 25. Jouent aussi l'intensification du travail, les réductions de personnel, le travail précaire. Un médecin évoque les vrais responsables des arrêts

maladie : « *On va cibler les médecins, mais on pourrait aussi regarder les entreprises où il y a le plus d'arrêts de travail.* » En effet, réduire les arrêts de travail devrait commencer par combattre la pénibilité, la précarité, les pressions au travail au niveau des entreprises.

Ce n'est évidemment pas le propos du gouvernement : il veut diminuer les arrêts maladie pour pouvoir subventionner davantage les bourgeois, pas pour les empêcher d'exploiter davantage les salariés.

Le tract PCR sur la vie chère : les travailleurs ne sont pas des mendiants !

Dans un tract distribué dans les quartiers, le PCR « *s'indigne de la vie chère et de la baisse du pouvoir d'achat* ». Et effectivement il y a de quoi quand on voit comment les capitalistes ont fait flamber les prix depuis le début de l'épidémie de Covid jusqu'à présent !

Mais si le constat est indiscutable, tout ce que ce parti trouve à revendi-

quer, c'est « *une prime d'urgence pour les plus faibles* » et « *une compensation de la vie chère pour tous les travailleurs, à discuter entre syndicats patronaux et ouvriers* ».

Or l'urgence pour les faibles revenus, et il y en a des centaines de milliers à La Réunion, c'est tous les jours, tous les mois qu'elle se manifeste.

Et ce n'est pas avec une prime ou en quémandant quelques euros au patronat qu'on les tirera d'affaires, mais en préconisant et en organisant la lutte pour arracher les augmentations de salaires nécessaires au patronat et les augmentations nécessaires des minima sociaux à l'État !

CIOM : de nouvelles annonces pour les patrons

Le présentement ancien ministre des Outre Mers, Jean-François Carrenco, a employé les superlatifs pour vanter les « 70 mesures » destinées selon ses dires « à changer la vie » des habitants des DOM, prises par le Comité Interministériel des Outre Mers (CIOM) le 18 juillet dernier.

Cette obséquiosité ne lui a pas porté chance. Deux jours plus tard, il était débarqué.

Mais peu importe celui qui occupe le fauteuil ministériel, les mesures annoncées restent en droite ligne du soutien gouvernemental aux profits patronaux. .

Ainsi contre la vie chère qui est estimée officiellement pour les produits alimentaires supérieure de 37 % à ce qu'elle est dans l'hexagone, il n'est question que de réformer l'octroi de mer... qui serait remplacé par une autre taxe. Pas question de toucher aux super profits des armateurs, des capitalistes de l'import export ou de la grande distribution qui pourront continuer à faire les poches des consommateurs !

Quant aux étudiants réunionnais, en majorité boursiers, ils ont droit à



l'annonce d'une augmentation de leurs bourses de 30 € par mois ! Un montant ridicule qui ne leur permettra certes pas de sortir de la gêne financière dans laquelle ils vivent depuis des années.

En revanche le pillage de l'argent public se poursuivra avec l'instauration d'une zone franche dans le port Réunion où producteurs de jeux vidéo et capitalistes de la construction navale seront exonérés de toutes coti-

sations sociales. Et les 2,3 milliards d'euros mis à disposition des communes dans le cadre du prochain contrat de convergence, destiné à soutenir les « filières économiques porteuses », ils ne sont là encore qu'un cadeau au patronat !

C'est que derrière la valse des étiquettes et des ministres il y a les capitalistes, les vrais donneurs d'ordre.

Police : rébellion et outrage

La mise en examen de quatre policiers marseillais et l'incarcération de l'un d'eux ont provoqué une rébellion ouverte dans la police en métropole. Ces policiers sont accusés d'avoir frappé un jeune passant d'origine maghrébine, jusqu'à le laisser pour mort, pendant la répression des émeutes.

Depuis le 21 juillet, une vague d'arrêts maladie a frappé les commissariats marseillais, qui se mettent les uns après les autres en service minimum. Interdits du droit de grève, ils font la grève du zèle. Le soutien explicite du directeur général de la police, qui a déclaré au journal *Le Parisien* « Cela m'empêche de dormir, avant un procès, un policier n'a pas sa place en prison », a encouragé l'extension de cette rébellion à d'autres villes du pays. Elle pourrait

se poursuivre jusqu'à la libération du policier cogneur.

Pour venir à bout des émeutes urbaines déclenchées par l'assassinat de Nahel par un policier de Nanterre, le pouvoir a laissé pendant six ou sept nuits les mains libres à ses « cagnes ». Dans les quartiers concernés, il ne fallait pas croiser la police. À Longwy, un jeune agent de sécurité a été plongé dans le coma par un tir de « bean bag », un sac de billes de plomb, du RAID. À Marseille, un homme circulant à scooter est mort d'un arrêt cardiaque après avoir reçu un tir de LBD.

C'est à ce prix que « l'ordre a été rétabli en seulement quelques jours », comme s'en est vanté Macron à la télévision. Autorisés « à traiter les délinquants sur place », selon les termes d'un flic marseillais,

c'est-à-dire à cogner sans retenue, les policiers ne digèrent pas qu'on leur demande aujourd'hui des comptes sur leurs bavures et qu'un juge ait osé placer l'un des leurs en prison.

La police et la justice sont deux appareils de répression vitaux pour maintenir un ordre social inégalitaire, pour faire accepter leur sort aux pauvres et réprimer les travailleurs qui refusent de se laisser exploiter sans broncher. Maintenir l'état de droit et l'indépendance de la justice, deux valeurs supposées de la république française, devient un exercice de plus en plus difficile, dans une période de crise où la politique exigée par la bourgeoisie ne peut qu'entraîner des révoltes et l'intervention de plus en plus violente des forces dites de l'ordre.

“Ordre républicain”, ordre du capital

Sener Yilmaz Aslan SIPA



Intervention policière à Marseille durant les émeutes

Les partis de gauche, à l'exception notable du PCF, ont dénoncé le soutien du directeur général de la police nationale et du préfet de Paris, Laurent Nuñez, à la révolte de leurs troupes.

Ils reprochent à Macron et Darmanin de ne pas savoir se faire obéir de leur propre police et de menacer ainsi les « valeurs de la république ».

Ainsi Olivier Faure, secrétaire du PS, a rappelé que l'ancien président

Mitterrand avait limogé quelques hauts cadres policiers en 1983 devant « *les mêmes menaces de sédition dans la police* ». Invoquer un épisode vieux de quarante ans lui permet de passer sous silence sa propre et récente participation, en mai 2021, aux côtés de Fabien Roussel du PCF, à un rassemblement de policiers devant l'Assemblée nationale, pour réclamer un durcissement des lois et une plus grande sévérité de la justice.

Cela lui permet encore de faire oublier que son propre parti, sous la houlette de Bernard Cazeneuve, a fait voter en 2017 la loi élargissant les circonstances de légitime défense pour la police. C'est l'application de cette loi qui conduit des policiers à tirer pour tuer, sans sommation, comme l'a fait l'assassin de Nahel à Nanterre à la fin juin.

À chacun de ses passages au pouvoir, la gauche gouvernementale a eu l'occasion de faire donner la police pour procéder à des expulsions, traquer des sans-papiers, réprimer des grévistes. Respectueux de l'ordre social, ayant contribué à dégrader les conditions de vie dans les quartiers populaires, les partis de gauche sont condamnés à s'en remettre eux aussi à la police. Et les « valeurs de la république » auxquelles ils réclament qu'elle se conforme sont celles d'une république bourgeoise qui, depuis sa naissance, a réservé ses matraques à ceux qui se rebellent.

“Industrie verte” : camouflage écolo

L'Assemblée vient d'adopter une loi relative à « l'industrie verte » visant à accélérer la réindustrialisation et à « *faire de la France le leader de l'industrie verte en Europe* », selon les mots du ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire.

En réalité le vert n'est qu'une mince couche de peinture destinée à dissimuler l'aide aux capitalistes.

Les députés de droite et d'extrême droite ne s'y sont pas trompés en votant pour ce texte aux côtés des macronistes. Ils approuvent une simplification des procédures pour les industriels, qui devrait diviser par deux les délais pour ouvrir ou agrandir une usine. Les projets qui seront qualifiés par le gouvernement « d'intérêt national majeur » bénéficieront de dérogations au code de l'environnement. C'est cela l'industrie verte ! La création d'un produit financier baptisé « plan d'épargne

avenir climat » couronne le tout, mettant à disposition des industriels les économies des braves gens préoccupés d'environnement.

Le gouvernement n'a pas attendu le vote de cette loi pour faire des cadeaux aux grandes entreprises sous couvert de préserver la planète. Il vient d'avoir le feu vert de l'Union européenne pour donner 850 millions d'euros à ArcelorMittal, qui a fait 9,3 milliards de profits en 2022, pour décarboner sa production d'acier. En parallèle, le trust ThyssenKrupp bénéficiera de 2 milliards des autorités allemandes sous le même prétexte. Autant d'argent public qui manquera aux services utiles à la population.

En revanche, la peinture verte de la convention citoyenne sur le climat est déjà largement écaillée. Elle avait rendu ses conclusions en 2020 et Macron avait promis de les faire passer dans la loi sans filtre. L'article 7

de la loi Climat et résilience, qui interdit la publicité pour les énergies fossiles, a donc été voté en août 2021, mais n'est pas appliqué. Le lobbying des grandes surfaces, attirant les clients dans leurs magasins en vantant l'essence moins chère dans leurs stations, a payé : au bout de deux ans, le décret d'application de cet article n'est pas encore paru...



Bombes à sous-munitions : une horreur, sans discussion

À peine deux semaines après l'annonce faite par la Maison-Blanche que des armes à sous-munitions seraient livrées à l'Ukraine, elles ont déjà été utilisées.

Composées de dizaines, voire de centaines de charges explosives, les bombes à sous-munitions les libèrent avant de toucher le sol, répandant ainsi un tapis de bombes sur une zone entière. Si ces mini-bombes sont censées exploser à l'impact, environ un tiers d'entre elles ne le font pas et restent au sol, menaçant d'exploser à tout moment sous les pas d'un soldat, d'un agriculteur ou d'un enfant.

Au Laos, que les États-Unis ont arrosé de ces munitions pendant la guerre du Vietnam, elles ont fait 25 000 victimes depuis la fin du conflit en 1973. Elles ont été utilisées plus récemment en Syrie et en Ukraine par les troupes russes, mais aussi au Yémen par l'Arabie saoudite. Selon Handicap International, 97 % des victimes de ces armes sont des civils, dont deux tiers d'enfants. L'un des objectifs explicites de ces armes est précisément de semer la terreur dans la population.



Amnesty International

Au Yémen, restes explosifs de guerre

Ce ne sont bien sûr pas les seules armes à tuer des civils – les « frappes chirurgicales » ne sont que de la propagande – mais elles transforment pour des décennies des régions entières en champs de mines.

En 2008, de nombreux États ont signé la convention d'Oslo, renonçant officiellement à l'utilisation, la production ou la vente de telles armes, mais pas les principaux producteurs que sont la Russie, la Chine

et les États-Unis. Même si ces derniers n'en produisent plus, ils ont conservé un stock évalué à trois millions de bombes.

De mois en mois, avec l'étalage des différents types d'armes livrés à l'Ukraine, on mesure toute l'expertise et tout le raffinement dont sont capables les grandes puissances pour défendre leur domination !

Faim dans le monde : condamnation sans appel

Le dernier rapport de l'ONU sur « *l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023* » égrène des chiffres qui donnent la mesure de la gravité de la situation.

L'an dernier, 2,4 milliards d'êtres humains ont souffert d'insécurité alimentaire, dont 900 millions de manière grave. C'est 122 millions de personnes supplémentaires par rapport à 2019. En 2021, 3,1 milliards de personnes n'avaient pas de quoi s'alimenter de manière correcte. La malnutrition, les retards de croissance ou le surpoids touchent plus de 20 % des enfants de moins de cinq ans.

Les institutions internationales présentent la relative stagnation des chiffres depuis 2021 comme un signe

positif. Pourtant, tous les objectifs de réduction de la faim dans le monde, répétés depuis des années à chaque



Diego Deliso CC-BY-SA

congrès international, se sont révélés inatteignables.

L'ONU accuse la pandémie de Covid 19 ou encore la guerre en Ukraine. Si ces événements ont contribué à aggraver la situation, ils n'expliquent pas la tendance de fond : la faim, la malnutrition, l'insécurité alimentaire restent des fléaux qui frappent encore au 21ème siècle une grande partie de la population mondiale. En excluant du marché des milliards de pauvres, ce système économique est directement responsable de cette situation. Elle est d'autant plus scandaleuse que l'humanité disposerait des moyens nécessaires pour satisfaire les besoins de tous.

Retard de démarrage de la campagne sucrière : les droits des saisonniers doivent être maintenus !



Plusieurs ouvriers saisonniers se sont rassemblés jeudi 27 juillet au matin devant les grilles de la préfecture à Saint-Denis pour exprimer leur inquiétude concernant le recul de l'ouverture de la campagne sucrière et donc de leur date d'embauche cette année.

Il leur faut en effet avoir pu cu-

muler 910 heures de travail dans les 6 derniers mois pour pouvoir prétendre à percevoir des indemnités chômage pendant l'entrecoupe.

Avec un démarrage de la campagne en août au lieu de juillet, cela sera impossible. Ils ont donc manifesté pour que leurs droits soient maintenus cette année comme cela

avait fini par se faire l'an dernier.

Plusieurs milliers d'ouvriers agricoles ou d'usine sont potentiellement concernés par le problème.

Un problème dont ils ne sont en aucune façon responsables, puisque le retard du démarrage de la campagne a pour origine un retard de la mise au point des centrales thermiques appartenant à Albioma dont les directions ont décidé de changer de carburants, en l'occurrence le charbon par les palets de bois.

Il n'y a aucune raison pour que les travailleurs pâtissent de cette situation!

En un mot : aux capitalistes d'Albioma et de Tereos de prendre sur leurs profits pour financer les périodes de chômage des saisonniers !

DANS LES ENTREPRISES

Les travailleurs de La Créole en grève

Alors qu'ils avaient fait grève 24 jours en 2021 pour le maintien de leur prime d'intéressement, les salariés de La Créole (fournissant l'eau potable de Saint-Paul et Trois-Bassins) se sont remis majoritairement en grève à partir du 12 juillet dernier pour dénoncer la non reconduction de cette prime pour 2023.

La direction avait déjà fait traîner les choses en longueur sous différents prétextes (recouvrement tardif des impayés!) pour finir par leur payer le reliquat de la prime 2022 seulement en juin 2023. Elle a le front d'expliquer que l'augmentation des tarifs EDF réduit à néant l'apport d'argent frais provenant de l'aug-

mentation de ses propres tarifs (+ 10 % ce mois de juillet) et qu'elle n'aurait donc pas les moyens de pérenniser la dite prime ! Et elle a donc renvoyé l'éventuel paiement de la prime pour 2023 en fin d'année.

En attendant, les 155 salariés de La Créole sont privés des 2300 euros qu'ils percevaient annuellement au titre de l'intéressement.

À cela s'ajoute une deuxième provocation de la direction lors des négociations salariales. Elle n'envisage d'augmenter les salaires cette année que de 1 % alors que les prix des aliments, de l'eau, de l'électricité dépassent largement les 10 %. Les grévistes ont réclamé 500 € pour

tous.

Que ce soit dans cette entreprise ou dans bien d'autres, les patrons manoeuvrent en permanence et de toutes les manières pour diminuer la masse salariale.

Les travailleurs de La Créole montrent qu'ils n'ont pas l'intention de se laisser plumer sans réagir. C'est d'ailleurs l'unique garantie de pouvoir récupérer ce que leurs patrons tentent de leur voler.

Ils montrent aussi la seule voie à suivre pour tous les travailleurs victimes de l'exploitation capitaliste, celle de la grève, de la riposte collective.

Débrayage et menace de grève chez CITEVA

Vendredi 21 juillet, 9 salariés sur 12 de CITEVA, une entreprise de collecte de déchets située à Saint-André, ont débrayé pour protester contre les conditions déplorables dans lesquelles ils sont forcés de travailler : manque de camions en bon état de marche, de matériels (bennes cassées) et d'équipements de protection individuel, non respect des horaires habituels de travail, absence d'éclairage dans la cour, absence de lieu de restauration, toilettes et vestiaires dans un piteux état,

fréquentés par des chiens et des rats, absence de contrat de prévoyance pour le personnel.

À la fin du débrayage, la grève a été votée à l'unanimité à partir du mercredi 26.

Informée par l'encadrement du mouvement de protestation des chauffeurs, la gérante de la société qui est aussi à la tête d'une entreprise de transport de voyageurs, a, dans un premier temps, menacé les grévistes de représailles. Mais à quelques semaines du renouvelle-

ment du marché de la part de la communauté de communes (CI-REST), la patronne craignant sans doute que la grogne des salariés lui fasse perdre le marché, a fait machine arrière et a fini par ouvrir les discussions puis signer un accord avec les grévistes, leur donnant satisfaction à toutes leurs demandes.

Le préavis de grève a donc été levé le mardi 25. Mais les travailleurs restent vigilants car ils redoutent que les promesses de la patronne partent...à la poubelle !

SPL Estival : la roue tourne !

Le PDG de SPL Estival Ludovic Alamérou, a été démis de ses fonctions par le conseil d'administration de la société publique de transports de voyageurs de l'Est. Il quittera la SPL le 1er août, accusé notamment d'avoir creusé un déficit avoisinant le million d'euros et également pour son comportement décrié à l'égard du

personnel dont les représentants syndicaux.

Pas plus tard que le 3 juillet, des élus du personnel et deux syndicats avaient saisi l'occasion du versement en retard des salaires pour rappeler les conditions dans lesquelles le PDG, par ailleurs élu municipal à la mairie de Bras-Panon, faisait tra-

vailer les chauffeurs de bus ainsi que ses dépenses extravagantes : achat d'une dizaine de voitures de fonction au lieu de bus, l'emploi de salariés en CDD sur des postes en CDI, licenciements pour des motifs futiles etc.

La plupart des salariés de la SPL Estival ne regretteront pas le PDG.

DANS LE MONDE

ALGÉRIE

La canicule n'est pas seule en cause

En Algérie, après trois semaines d'une canicule sans précédent, le nord du pays est en proie à des incendies ravageurs. Lundi 24 juillet, un bilan provisoire dénombrait des centaines de blessés et 34 morts, dont une dizaine de militaires qui tentaient de secourir des habitants.

Ces incendies, attisés par des vents très forts, surviennent dans un contexte de canicule extrême qui frappe le Maghreb, particulièrement la Tunisie et l'Algérie, mais aussi la Grèce et d'autres pays méditerranéens. Des températures anormales, de 48 degrés, ont été enregistrées à Alger.

Si le réchauffement climatique est

une réalité dévastatrice, il n'est pas seul en cause. Deux ans après les incendies de l'été 2021, qui avaient ravagé la Kabylie, détruisant des millions d'hectares et causant des centaines de morts, beaucoup ont le sentiment que peu de choses ont été faites par le pouvoir. Certes, contrairement à l'été 2021, la protection civile dispose d'un bombardier d'eau et de six autres loués en Amérique du Sud, mais c'est loin d'être suffisant.

Outre les incendies, la canicule a rendu la situation invivable pour tous ceux qui continuent à travailler dans les usines et les chantiers. Dans cette fournaise, se déplacer, aller faire ses courses est un calvaire. La santé des

plus fragiles est menacée.

En Algérie comme en Grèce, en Italie et dans tout le bassin méditerranéen, les températures extrêmes se répètent et semblent devenir la norme. Des solutions et des moyens techniques existent pour s'en protéger, pour préserver les ressources en eau, pour surveiller et protéger les forêts, pour limiter le travail dans des conditions dangereuses et protéger les vies. Les travailleurs et les classes populaires, qui en sont les premières victimes, ne peuvent compter pour cela sur aucun des gouvernements concernés, tous dévoués aux intérêts des plus riches.

L'impérialisme français manœuvre

Le 24 juillet, Macron a atterri en Nouvelle-Calédonie, première étape d'une tournée qui devait l'emmenner au Vanuatu et en Papouasie-Nouvelle-Guinée. La présence dans cette région est devenue une priorité stratégique de l'État français. Alors que la tension monte entre les États-Unis et la Chine, l'impérialisme de second rang qu'est la France veut pouvoir jouer son propre jeu. En s'appuyant sur ses colonies du Pacifique, en particulier la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie, il se présente comme un acteur régional et une « puissance d'équilibre », à distance des États-Unis et de la Chine.

Cette posture lui permet d'avoir l'oreille de certains États, comme l'Inde et l'Indonésie, qui ne veulent pas apparaître comme trop inféodés aux États-Unis, ce qui met les Dassault et autres Thales en bonne position pour vendre leurs armes. Au-delà des ventes d'armes, la pos-

session de ces territoires d'Outre-mer permet à la France de s'intégrer à différents traités et forums du Pacifique, et d'obliger les États-Unis à lui faire une petite place dans leurs manœuvres militaires et diplomatiques.

La Nouvelle-Calédonie est donc pour l'impérialisme français une pièce majeure. Outre les abondantes réserves de nickel et sa vaste zone maritime, elle abrite une base militaire sur la route commerciale à destination de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, d'où partent les navires et avions militaires qui participent aux opérations conjointes avec les États-Unis.

Il n'est donc pas dans les intentions de l'État français de relâcher ses liens avec ce qui lui reste de colonies. La présence de Sonia Backès, anti-indépendantiste caldoche, présidente de la province Sud, la plus riche de l'archipel, au gouvernement

de Macron comme secrétaire d'État à la Citoyenneté, est plus qu'un symbole. Mardi 25 juillet, plusieurs dizaines de militants kanaks se sont rassemblés pour dénoncer la colonisation de leur archipel et s'opposer à la modification du corps électoral, qui donnerait encore plus de poids aux Caldoches, les colons et descendants de colons de métropole.

Au-delà de la Nouvelle-Calédonie, c'est tout le Pacifique Sud qui est devenu un terrain de manœuvre. En 2022, le ministre chinois des Affaires étrangères y a fait une tournée, proposant aux États insulaires des millions de dollars d'aides, un projet d'accord de libre-échange, des pactes de sécurité. Les États-Unis quant à eux rouvrent des ambassades et négocient des accords militaires. Le Pacifique est un nouvel enjeu pour les pays impérialistes. L'impérialisme français veut être de la partie.

INDE-SRI LANKA

Un pont d'or pour les capitalistes

Les dirigeants Indien et Sri Lankais ont passé un accord de principe pour la construction d'un pont dans le détroit de Palk qui donnerait accès aux ports de Trincomalee et de Colombo, ainsi qu'un oléoduc.

Ces projets entre New Delhi et Colombo, remonteraient à une dizaine d'années mais auraient été finalement enterrés par l'ex-président du Sri Lanka Gotabaya Rajapaksa, poussé à l'exil par les révoltes populaires contre la misère l'an dernier.

Lors des pourparlers le 21 juillet dans la capitale indienne, le président Narendra Modi aurait reproché à son homologue sri lankais ses accointances avec la Chine qui viendrait marcher sur son pré carré « naturel » (source AFP).

En effet, la Chine a, par exemple, obtenu une concession de 99 ans sur le port de Hambantota financé par celle-ci et dont le Sri Lanka, trop étranglé financièrement, n'a pu rembourser les prêts.

Ce pays situé sur l'itinéraire marchand entre l'Europe et l'Asie du Sud-est, attire la convoitise des affairistes des deux continents.

La France, ne veut pas rester en rade et laisser d'éventuels contrats juteux passer sous le nez des capitalistes français.

C'est donc pour « approfondir les relations bilatérales et évoquer les défis régionaux et internationaux des deux pays » (communiqué de presse de l'Élysée) que Macron rencontrera le président sri lankais Ranil Wickre-

mesinghe après sa visite à Vanuatu et Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Les populations pauvres, les travailleurs de l'Inde, du Sri Lanka, de la Chine, de la France, etc. n'ont rien à espérer de toutes ces rencontres; ces accolades entre chefs d'États qui sont totalement hermétiques à leurs préoccupations essentielles qui sont se nourrir, se soigner, se loger, se déplacer, etc.

Le pont, s'il voit le jour, servira davantage à la circulation des marchandises qu'à celles des populations qui sont de plus en plus enfermées derrière les frontières nationales.

Les présidents passent, le FMI reste

Il y a un an, la population sri lankaise contraignait par ses manifestations le président Gotabaya Rajapaksa à quitter le pouvoir. Ranil Wickremesinghe, adoubé par l'armée, lui succédait. Mais si les têtes ont changé à la présidence, les créanciers du Fonds monétaire international (FMI) continuent à étrangler la population, avec l'accord des nouveaux maîtres.

En mars dernier, le Sri Lanka signait avec le FMI un accord pour un prêt de 2,9 milliards de dollars. Sous le précédent régime, l'État s'était déclaré dans l'incapacité de rembourser ce qu'il devait aux créanciers internationaux, soit 4 milliards de dollars en 2022, pour une dette totale de 46 milliards de dollars. Mais le FMI n'a accordé ce nouveau prêt qu'à des

conditions draconiennes. Il exige la suppression des subventions sur l'eau, l'électricité, le fioul, ainsi que la hausse de la TVA et des impôts sur le revenu. Il faudrait aussi privatiser certaines entreprises publiques. Pour s'assurer que ces mesures seront bien mises en œuvre, le FMI déboursa son prêt en neuf tranches sur quatre ans, avec une clause de revoyure tous les six mois. C'est ainsi qu'un voyou tient le couteau sous la gorge de sa victime.

La situation est encore pire que l'an dernier. 450 000 foyers ont vu leur électricité coupée faute de pouvoir payer. De plus en plus d'enfants ont abandonné l'école, obligés de travailler pour nourrir leur famille. Les hôpitaux renvoient leurs patients, faute de pouvoir leur administrer les

traitements dont ils auraient besoin. Les prix ont augmenté de 70 % en 2022.

Comme des vampires, les banquiers sucent le sang des populations de pays pauvres comme le Sri Lanka. Leurs exigences ont bien souvent suscité des révoltes aux quatre coins du monde. Il ne faut pas qu'elles se limitent à changer les locataires du palais présidentiel, comme cela a été le cas au Sri Lanka. Il faut qu'elles débouchent sur le renversement du système d'exploitation qui sévit à l'échelle internationale.



Lisez
Lutte de classe,
revue de l'Union
communiste
internationaliste

Au sommaire du numéro 233 (juillet-août 2023)

- Après six mois de mobilisation contre la réforme des retraites
- L'UE fragilisée par la guerre en Ukraine
- Allemagne : les effets de la guerre en Ukraine
- Les grèves en Grande-Bretagne
- Le chlordécone en Martinique et en Guadeloupe
- Friedrich Engels, les sociétés préhistoriques et l'oppression des femmes

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 1,16 euro.

Visiter le site
<https://www.lutte-ouvriere.org/>

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282